



Distr. limitée  
5 décembre 2017

Français  
Original : anglais



**Assemblée des Nations Unies  
pour l'environnement du Programme  
des Nations Unies pour  
l'environnement**

**Assemblée des Nations Unies pour l'environnement  
du Programme des Nations Unies pour  
l'environnement**  
**Troisième session**  
Nairobi, 4-6 décembre 2017

**Projet de résolution sur la réduction et la maîtrise  
de la pollution dans les zones touchées par des conflits  
armés ou le terrorisme**

*L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement,*

*Rappelant* la résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 »,

*Profondément préoccupée* par la menace que constitue, pour la santé humaine et l'environnement, la pollution causée ou aggravée par les conflits armés ou le terrorisme,

*Rappelant* la résolution 47/37 de l'Assemblée générale, intitulée « Protection de l'environnement en période de conflit armé »,

*Prenant note* du rapport du Directeur exécutif (UNEP/EA.3/16) daté du 20 septembre 2017, et des recommandations et mesures proposées, sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution 2/15 sur la protection de l'environnement dans les régions touchées par des conflits armés,

*Exprimant* sa profonde préoccupation face à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement des ressources naturelles dans les territoires touchés par des conflits armés ou le terrorisme,

*Prenant note* de la résolution 50/70 de l'Assemblée générale, intitulée « Désarmement général et complet », de la résolution 53/242 de l'Assemblée générale, intitulée « Rapport du Secrétaire général sur l'environnement et les établissements humains », laquelle réaffirme que, conformément à son mandat, le Programme des Nations Unies pour l'environnement ne devait pas participer à l'identification, à la prévention ni à la résolution des conflits, et de la résolution 57/337 de l'Assemblée générale intitulée « Prévention des conflits armés », laquelle considère qu'il est indispensable d'intégrer et de coordonner la prévention des conflits armés dans tout le système des Nations Unies et engage tous les organes, organisations et organismes concernés à examiner, conformément à leurs mandats respectifs, les meilleurs moyens d'intégrer, s'il y a lieu, la prévention des conflits dans leurs activités,

*Réaffirmant* que tout en luttant contre la pollution dans les zones touchées par le terrorisme, le Programme des Nations Unies pour l'environnement doit agir dans le cadre de son mandat, qui ne prévoit pas de rôle dans la lutte contre le terrorisme ou la définition du terrorisme, et est sans préjudice du mandat d'autres organes compétents des Nations Unies,

*Consciente* du fait que le développement durable et la protection de l'environnement contribuent au bien-être de l'humanité et à l'exercice des droits de l'homme,

*Consciente également* de la nécessité d'atténuer et de réduire autant que possible les effets néfastes particuliers de la pollution, dans les zones touchées par des conflits armés ou le terrorisme, sur les populations en situation de vulnérabilité, notamment les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées et les déplacés internes,

*Consciente en outre* des effets néfastes particuliers de la pollution sur les femmes et les filles et de la nécessité d'appliquer une démarche sexospécifique à la lutte contre la pollution résultant des conflits armés et du terrorisme,

*Réaffirmant* sa résolution 2/15 intitulée « Protection de l'environnement dans les régions touchées par des conflits armés », dans laquelle elle reconnaissait, entre autres, la nécessité d'atténuer les impacts environnementaux des activités des groupes criminels transnationaux organisés et autres, notamment les groupes armés illégaux, ainsi que les impacts de l'exploitation et du commerce illicites des ressources naturelles dans les zones touchées par des conflits armés, et notant le rôle que le Programme des Nations Unies pour l'environnement peut jouer, dans le cadre de son mandat, dans la fourniture d'un appui aux États Membres qui en font la demande pour faire face à ces problèmes,

*Profondément préoccupée* par la pollution et la dégradation de l'environnement résultant de conflits armés ou du terrorisme ciblant les ressources naturelles, les infrastructures civiles vitales, notamment les installations de filtration de l'eau, les services d'assainissement et les réseaux électriques, ainsi que les quartiers résidentiels,

*Notant* les conséquences socioéconomiques à long terme de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles résultant de la pollution causée par le terrorisme et les conflits armés, qui comprennent, entre autres, la diminution de la diversité biologique, les pertes de cultures ou de bétail et le manque d'accès à de l'eau propre et à des terres agricoles, les effets néfastes et parfois irréversibles sur les services écosystémiques et leurs incidences sur le relèvement durable, qui contribuent à l'accroissement des déplacements forcés liés à des facteurs environnementaux,

*Notant également* que l'effondrement de la gouvernance de l'environnement dans les zones touchées par des conflits armés peut conduire à une mauvaise gestion des déchets et à l'apparition de décharges sauvages, tandis que la perte de perspectives économiques pourrait pousser les communautés touchées à poursuivre des stratégies non durables et polluantes pour tenter de faire face à ces problèmes,

*Considérant* la menace potentielle et les répercussions importantes qui pourraient résulter de mouvements de déchets dangereux sur de longues distances, y compris les polluants organiques persistants (POP) dans les zones touchées par des conflits armés ou le terrorisme,

*Notant en outre* que l'extraction illicite des ressources naturelles et des minéraux dans les zones touchées par des conflits armés ou le terrorisme peut entraîner une pollution et des déplacements de population, en particulier des populations en situation de vulnérabilité, et spécialement les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées,

*Soulignant* qu'il importe d'identifier et d'évaluer les effets de la pollution et d'y remédier sans tarder dans les zones touchées par les conflits armés ou le terrorisme afin de protéger la santé humaine et l'environnement,

*Se félicitant* des travaux menés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur la protection de l'environnement dans les régions touchées par des conflits armés ou le terrorisme,

1. *Réaffirme* les règles du droit international, y compris la Charte des Nations Unies, les droits de l'homme et le droit international humanitaire, selon qu'il convient ;
2. *Souligne* la nécessité d'une plus grande sensibilisation de la communauté internationale à la dégradation de l'environnement et à la pollution résultant des conflits armés et du terrorisme ;
3. *Engage vivement* les États Membres à prendre des mesures appropriées pour réduire autant que possible et maîtriser la pollution dans les situations de conflit armé ou de terrorisme ;
4. *Souligne* qu'il importe de prévenir la pollution des rivières et des réserves d'eau par des substances nocives du fait de conflits armés ou du terrorisme ;
5. *Exhorte* tous les États Membres, à la demande de l'État touché et selon qu'il conviendra, à coopérer étroitement pour prévenir, réduire autant que possible et atténuer les effets néfastes des conflits armés ou du terrorisme sur l'environnement ;
6. *Engage vivement* tous les États touchés par des conflits armés ou le terrorisme à encourager la participation de tous les acteurs au niveau national à l'élaboration de stratégies et plans nationaux visant à définir les priorités pour les évaluations environnementales et les projets

d'assainissement, et à veiller à ce que les données nécessaires pour déterminer les incidences sur la santé soient collectées et prises en compte dans les registres de santé et les programmes d'éducation aux risques ;

7. *Engage* le Directeur exécutif à poursuivre ses missions sur le terrain dans les zones touchées, s'il y est invité par les États intéressés ;

8. *Prie* le Directeur exécutif d'envoyer des missions d'assistance d'urgence dans les zones touchées, selon qu'il conviendra, à la demande des États concernés, dans la limite des ressources disponibles et en conformité avec le mandat du Programme, afin d'entreprendre des évaluations environnementales sur le terrain et des activités de relèvement après crise, en vue d'aider les États touchés à maîtriser la pollution résultant de conflits armés ou du terrorisme ;

9. *Prie également* le Directeur exécutif, dans la limite des ressources disponibles et en conformité avec le mandat du Programme, d'étudier les moyens d'améliorer les travaux du PNUE relatifs aux menaces de pollution résultant de conflits armés ou du terrorisme ;

10. *Invite* les bureaux, fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations apparentées, les organisations internationales compétentes et les parties prenantes concernées à collaborer étroitement avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement afin de fournir une assistance technique aux États touchés par la pollution résultant de conflits armés et du terrorisme pour les aider à mettre en œuvre les accords internationaux relatifs à la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets et à mettre en place une gouvernance efficace de l'environnement ;

11. *Prie* le Directeur exécutif de poursuivre ses relations avec la Commission du droit international et, entre autres, de lui fournir à sa demande des informations utiles à l'appui de ses travaux sur la pollution résultant de conflits armés ou du terrorisme ;

12. *Prie également* le Directeur exécutif de lui faire rapport, à sa prochaine session, sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution.